

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

ARRETE

portant autorisation d'une installation classée pour la protection de l'environnement

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

CLB

*Le Préfet des Côtes d'Armor,
Chevalier de la Légion d'honneur,*

- VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 13 juin 1994, modifié le 1^{er} juillet 1999, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages avicoles soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111 1° de la nomenclature
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 20 juillet 2001, modifié le 1^{er} août 2002, établissant le second programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 7 avril 1992, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « GUILLOSSOU Dominique », l'autorisant à exploiter à PLUSQUELLEC au lieu-dit « Goasmin » un élevage avicole de 159358 animaux équivalents (*poulets de chair*);
- VU la demande présentée le 20 décembre 2002 par l'installation classée « **E.A.R.L. GOASMIN** », sise « Goasmin » en PLUSQUELLEC, en vue de la régularisation de la reprise d'un élevage avicole de 159358 poulets de chair, ainsi que la mise aux normes du plan d'épandage correspondant, à PLUSQUELLEC au lieu-dit « Goasmin » (Section C3 n°639a, 641, 653, 654, 707a);
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;

VU les délibérations des conseils municipaux de CALLAC (27 octobre 2003) - BULAT PESTIVIEN (17 octobre 2003) - DUAULT (28 octobre 2003) - MAEL PESTIVIEN (22 septembre 2003) - PLOURACH (22 septembre 2003) - PLUSQUELLEC (30 septembre 2003) - SCRIGNAC (29) (25 septembre 2003);

VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 28 mai 2004 ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène le 30 juillet 2004 ;

CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et qu'en particulier les apports " azotés " ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les pétitionnaires ne respectent pas les distances prescrites par la réglementation en cours, du fait de l'implantation de l'élevage (*poulailler V1*) à 90 mètres du tiers le plus proche ;

CONSIDERANT que les pétitionnaires ne respectent pas les distances prescrites par la réglementation en cours, du fait de l'implantation de l'élevage (*poulaillers V2 et V6*) à 70 mètres du cours d'eau le plus proche ;

CONSIDERANT que les pétitionnaires ne respectent pas les distances prescrites par la réglementation en cours, du fait de l'implantation de l'élevage (*poulailler V6*) à 5 mètres du forage le plus proche ;

CONSIDERANT que les tiers concernés ont donné leur accord ;

CONSIDERANT que les déjections produites par l'exploitation seront mises à la disposition de huit prêteurs, soit une charge azotée de 157,3 UN/ha ;

CONSIDERANT que, après constat sur place, les parcelles cadastrées sous la section G3 N°554-555-556-557-562-563-564-530-528-529-565-527-526 sont à conserver dans la surface épandable. La charge azotée est de 167,1 UN/ha pour le prêteur de terres M. Gérard LE GALL, sis « Kerlias » en CALLAC (selon analyse d'eau provenant de ce drainage, le taux de nitrates est de 32 mg/litre, inférieure à la norme maximale de 50 mg);

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{ER} -

Les pétitionnaires sont autorisés, au titre de l'installation classée « E.A.R.L. GOASMIN », à installer et exploiter à « Goasmin » (section C3 n°639a, 641, 653, 654, 707a) en PLUSQUELLEC, à moins de 100 mètres du tiers le plus proche, à moins de 35 mètres du forage le plus proche, conformément aux plans annexés à la demande, un élevage avicole en présence simultanée, réparti comme suit (*sous réserve que la rotation des productions sur les 7 poulaillers permette de limiter la production d'azote à 31872 kg par an*):

Elevage existant	
159358 poulets de chair	soit 159358 animaux équivalents
<i>Total : 159358 animaux</i>	<i>Total : 159358 animaux équivalents</i>

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation, sous réserve du respect de la réglementation en cours, notamment l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2001 visé ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après.

ARTICLE 2 -

2.1 l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

2.2 PRESCRIPTIONS GENERALES DE SECURITE :

2.2.1 - les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (*c'est-à-dire moyennement inflammables*).

2.2.2 - l'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3 - l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (*extincteurs pour feu d'origine électrique*) ; de plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2.2.4 - les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.5 – installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1 000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

2-3 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'ELEVAGE AVICOLE :

2.3.1 - Aménagement des bâtiments :

2.3.1.1 – La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 7412 m²

2.3.1.2 – Toutes les eaux usées (*sas, etc.*) y compris celles du lavage éventuel du poulailler entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du poulailler seront collectés et traités. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.3.2. - Epandage :

Les pétitionnaires devront tenir à jour un registre des enlèvements des déjections (avec les dates, le type de déjections et le tonnage) dans lequel seront joints les justificatifs (*bordereaux de livraison des déjections*) pour l'année en cours.

Dans l'hypothèse où les conventions d'épandage ne seraient pas respectées ou renouvelées par les contractants, ou de leur rupture, les pétitionnaires devront fournir un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, ou cesser l'exploitation de l'élevage.

Le fumier sera épandu avec un épandeur grande largeur.

Il est rappelé aux pétitionnaires et à leurs prêteurs de terres que les distances d'épandage vis à vis des tiers, ruisseaux et points d'eau sont à respecter.

2.4 – PRESCRIPTIONS PARTICULIERES RELATIVES AUX PUIITS ET FORAGES EXISTANTS :

Le forage existant sur la parcelle n°640 de la section C3 ne répond pas aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 fixant les dispositions applicables aux puits et forages.

Par dérogation à l'arrêté sus-mentionné, les éleveurs sont autorisés à utiliser cet ouvrage sous réserve du strict respect, dans un délai *d'un an* à compter de la notification du présent arrêté d'autorisation, des dispositions suivantes :

a) Un prélèvement d'eau provenant de cet ouvrage doit être réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie. Ces analyses seront répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

b) La protection en tête du forage doit être conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 concernant les buses et margelles.

c) Les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage.

d) Le forage ne doit pas se situer sur le passage d'une source de pollution mobile (*passage d'animaux, tonnes à lisier, approvisionnement divers ; ...*) ou à proximité d'une source de pollution fixe susceptible de se déverser vers l'ouvrage (*stockage ou poste de préparation de solutions de produits phytosanitaires, ...*).

e) L'interconnexion avec le réseau public est interdite.

f) L'eau n'est pas destinée à la consommation humaine à l'exception de l'usage familial.

A défaut de respecter la totalité de ces prescriptions, l'ouvrage sera abandonné. Il sera comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon devra être signalé au service chargé de la police de l'eau et à l'inspection des Installations Classées.

2.5 - AUTRES :

2.4.1 - Un écran de verdure suffisamment dense pour isoler le bâtiment des habitations voisines sera mis en place aux abords de l'élevage. Les plantations interviendront dans un délai de douze mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral.

ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

ARTICLE 4 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

ARTICLE 5 -

Les pétitionnaires sont tenus de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils devront, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de PLUSQUELLEC pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de PLUSQUELLEC pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'installation classée « E.A.R.L. GOASMIN ».

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'installation classée « E.A.R.L. GOASMIN » dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 -

La décision préfectorale susvisée du 7 avril 1992 est abrogée et remplacée par le présent arrêté.

ARTICLE 8 -

« Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée ».

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Sous-Préfet de GUINGAMP,
Le Maire de PLUSQUELLEC,
L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi qu'aux maires de CARNOËT - CALLAC - BULAT PESTIVIEN - DUAULT - MAEL PESTIVIEN - PLOURAC'H - SCRIGNAC (29) pour information.

SAINT-BRIEUC, le

29 SEP. 2004

LE PREFET,
Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,



Jacques MICHELOT